**POUVOIR ADJUDICATEUR : COMMUNE DE DOMPIERRE SUR VEYLE**

**OPERATION : REHABILITATION ET MISE EN ACCESSIBILITE PMR DE LA SALLE POLYVALENTE**

MARCHE DE TRAVAUX

LE PRESENT CONTRAT VAUT ACTE D’ENGAGEMENT ET CCAP

Marché passé en procédure adaptée – Marché passé par lots séparés

**MAITRE D'OUVRAGE : COMMUNE DE DOMPIERRE SUR VEYLE**

**1 Place du Village – 01240 DOMPIERRE SUR VEYLE**

**Tél  04 74 30 31 81 – mail :** [**mairie@dompierre-sur-veyle.fr**](mailto:contact@sema71.fr)

Représenté par Monsieur Le Maire

Comptable assignataire **:** Trésorerie Municipale de Bourg en Bresse 21 bis rue Gabriel Vicaire

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés l’organisme désigné ci-dessus.

**Date de notification le : …………………………………………………..**

❑ Cette notification ne vaut pas ordre de commencer les prestations. Un ordre de service spécifique émis par le maître d’ouvrage précisera la date de commencement du délai d’exécution du marché.

❑ Cette notification vaut ordre de service de commencer les prestations.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE) 5

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITUALIRE EST UNE PERSONNE MORALE) 5

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITUALIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES) 6

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES 8

2.1 Objet du marché 8

2.2 Décomposition en tranches 8

2.3 Représentation des parties 8

2.4 Intervenants 8

2.5 Forme des notifications et informations au titulaire 9

2.6 Réalisation de prestations similaires 9

2.7 Poursuite de l’exécution du contrat 9

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE 9

ARTICLE 4 - PRIX 10

4.1 Montant de l’offre 10

4.2 Contenu et nature des prix 11

4.3 Augmentation du montant des travaux 12

ARTICLE 5 – VARIATION DES PRIX 12

5.1 Forme du prix 12

5.2 Index de variation 12

5.3 Actualisation provisoire 12

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE 13

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE – DELAI d’EXECUTION – PENALITES DE RETARD 14

7.1 Durée du marché 14

7.2 Prolongation des délais d’exécution 15

7.3 Reconduction 15

7.4 Pénalités pour retard 15

ARTICLE 8 – PROVENANCE, QUALITE, contrôle ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS 15

8.1 Provenance des matériaux et produit 16

8.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits 16

ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS 16

9.1 Piquetage général 16

9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens 16

ARTICLE 10 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 20

10.0 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes 20

10.1 Période de préparation – Programme d’exécution des travaux 22

10.2 Plans d’exécution – Notes de calculs – Etudes de détail 22

10.3 Lutte contre le travail dissimulé 23

10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantierrs 23

10.5 Dispositions en matière de protection de l’environnement 24

10.6 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution 24

ARTICLE 11 – AVANCE 24

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT 24

12.1 Demandes de paiement 24

12.2 Délais de paiement 25

12.3 Paiements des cotriatants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct 25

12.4 Intérêts moratoires 26

12.5 Mode de règlement 26

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE 27

13.1 Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire 27

13.2 Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution 28

ARTICLE 14 – RECEPTION – DELAI de GARANTIE - ADMISSION 28

14.1 Réception 28

14.2 Délais de garantie 28

ARTICLE 15 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION 29

15.1 Documents à fournir après exécution 29

15.2 Retenues pour non remise des docuements fournis après exécution 29

ARTICLE 16 – ASSURANCES 29

16.1 Assurance de responsabilités 29

16.2 Assurance des travaux 30

Assurance Tous Risques Chantier / Dommages-Ouvrage 30

16.3 Dispositions diverses 31

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire 31

Incidence des polices souscrites par le maître d’ouvrage 31

Sinistres 31

ARTICLE 17 – RESILIATION – MESURES COERCITIVES 31

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s’ajoute la disposition suivante : 31

17.1 Résiliation pour motif d’intérêt général 31

Dans l’hypothèe d’une résiliation au titre de l’article 46.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l’application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l’article 46.4 du CCAG Travaux, l’indemnité de résiliation est fixée à 05 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues. 31

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire 32

ARTICLE 18 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT 32

ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN 32

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire 32

19.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d’exécution 33

ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG 34

ARTICLE 21 – APPROBATION DU MARCHE 35

ANNEXE - ACTE SPECIAL 36

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE)

Je soussigné, contractant unique engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom **"Le titulaire".**

M agissant

en mon nom personnel, domicilié à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l’ouvrage conformément à l’article 2.6 ci-dessous : ……………………………………………………………

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………….

Numéro d’identification au registre du commerce : …………………………………………………..

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer.

- M’ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des docuements visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurances garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

**1er sous-traitant** **2ème sous-traitant 3ème sous-traitant**

Compagnie : ……………………….... ……………………. …………………..

N° police : ……………………….... ……………………… …………….. …..

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 90 (quatre vingt dix) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITUALIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je soussigné, contractant unique, engageant ainsi la personne morale désignée ci-dessous, désignée dans le marché sous le nom **"Le titulaire".**

M agissant

au nom et pour le compte de la Société

ayant son siège social à

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l’ouvrage conformément à l’article 2.6 ci-dessous : ……………………………………………………………

Forme de la société..................................................................... Capital

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- M’ENGAGE, sans réserve, conformément aux stipulations des docuements visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que La Société pour laquelle j’interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités que j'encours :

Compagnie :

N° Police :

- CONFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurance garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

**1er sous-traitant** **2ème sous-traitant 3ème sous-traitant**

Compagnie : ……………………….... ……………………. …………………..

N° police : ……………………….... ……………………… …………….. …..

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 90 (quatre vingt dix) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITUALIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES)

**Les candidats sont informés qu’en cas de constitution d’un groupement, mandataire sera solidaire des autres membres du groupement en cas de groupement conjoint.**

NOUS soussignés : ❒cotraitants conjoints,

❒ cotraitants solidaires,

engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom **"Le titulaire".**

***1er cocontractant******(cas d'une personne morale)***

M

agissant au nom et pour le compte de la société :

ayant son siège social à

Forme de la société..................................................................... Capital

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :……………………………………

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

***(cas d'une personne physique)***

M………………………………………………………………………………………..agissant en mon nom personnel

domicilié à

Immatriculée au RCS de : …………………………………………. Sous le n° ………………………………………….

**❒** La société (Cas de la personne morale) ……………………………représentée par M…..…………

ou Monsieur (Cas de la personne pysique) ……………………..…….., dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement conjoint, solidaire de chacun des membres du groupement** pour ses obligations contractuelles à l’égard de la maîtrise d’ouvrage,

**❒** La société (Cas de la personne morale) ……………………………représentée par M…..…………

ou Monsieur (Cas de la personne pysique) ……………………..…….., dûment mandaté à cet effet, est le **mandataire du groupement solidaire.**

Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître de l’ouvrage conformément à l’article 2.6 ci-dessous : ……………………………………………………………

***2e cocontractant******(cas d'une personne morale)***

M ......................................................................................................................................................................................

agissant au nom et pour le compte de la société

ayant son siège social à

Forme de la société..................................................................... Capital

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

***(cas d'une personne physique)***

M……………………………………………………………………………………… agissant en mon nom personnel,

domicilié à ………………………………………………………………………………………………………….

et Immatriculée au RCS de ……………………………………… sous le n° …………………………………..

***3e cocontractant******(cas d'une personne morale)***

M ......................................................................................................................................................................................

agissant au nom et pour le compte de la société

ayant son siège social à

Forme de la société..................................................................... Capital

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :……………………………………

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

***(cas d'une personne physique)***

M………………………………………………………………………………………agissant en mon nom personnel,

domicilié à ………………………………………………………………………………………………………….

Immatriculée à l’INSEE : Numéro SIRET :………………………………………….

Code la nomenclature d’activité française (NAF) :……………………………………..

- Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

- AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant les responsabilités que nous encourons :

**1er** **cocontractant** **2ème cocontractant 3ème cocontractant**

Compagnie : ……………………….... ……………………. …………………..

N° police : ……………………….... ……………………… …………….. …..

- CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que les sous-traitants proposés à l'article 6 ci-après répondent aux conditions ci-dessus rappelées et qu'ils sont également titulaires de polices d'assurance garantissant les responsabilités qu'ils encourent.

**1er sous-traitant** **2ème sous-traitant 3ème sous-traitant**

Compagnie : ……………………….... ……………………. …………………..

N° police : ……………………….... ……………………… …………….. …..

NOUS ENGAGEONS, sans réserve, en tant qu’entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies..

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 90 (quatre vingt dix) jours à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES

**2.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet l’exécution des travaux suivants : **Réhabilitation et la mise en accessibilité PMR de la Salle Polyvalente.** La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). L’ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Europennes reconnues s’appliquent au marché.

Les travaux sont répartis en 8 lots, traités par marchés séparés, à savoir :

**Lot n°03 : DESAMIANTAGE**

**Lot n°05 : DEMOLITION GROS ŒUVRE**

**Lot n°10 : MENUISERIES ALUMINIUM - PVC**

**Lot n°12 : PLATRERIE – PEINTURE**

**Lot n°13 : PLOMBERIE -**

**Lot n°16 : ELECTRICITE**

**Lot n°18 : CARRELAGE - FAIENCES**

**Lot n°20 : REVETEMENT DE FACADES**

Le présent marché se rapporte au lot n° : …………………………………………………………………………….

Pour cette opération, chaque entrepreneur interviendra individuellement par corps d’état.

2.2 Décomposition en tranches

Il n’est pas prévu de décomposition en tranche.

2.3 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 e 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l’ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l’exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l’ouvrage ou au titulaire du marché.

En l’attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l’acte d’engagement sont seules habilitéesà les engager.

D’autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l’ouvrage en cours d’exécution du marché.

Pour l’application des dispositions des articles L554-1 ets. Et R554-1 et s. du Code de l’Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d’ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le responsable du projet est : le maître d’ouvrage.

2.4 Intervenants

a) Le maître d’œuvre :

**ATELIER DU TRIANGLE 128 Rue Pouilly Vinzelles 71000 MACON - Tél 03 85 38 46 46 – Fax 03 85 38 78 20** [**atelier.triangle@wanadoo.fr**](mailto:atelier.triangle@wanadoo.fr)

**ALPES CONTROLES Coordonateur SPS 261 Rue de Schutterwald - Tél 04 74 21 04 60 – Fax 04 37 62 11 14**

[**bourg@alpes-controles.fr**](mailto:atelier.triangle@wanadoo.fr)

2.5 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d’ouvrage prévoit d’utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d’attester de la date et l’heure de leur réception :

Lettre recommandée avec accusé de réception postal ou remise en main propre.

Les notifications sont faites à l’adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.6 Réalisation de prestations similaires

Le maître d’ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l’article 30-I-7 du décret du 25 mars 2016, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d’une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.7 Poursuite de l’exécution du contrat

Le présent marché est conclu avec la commune.

Le titulaire s’engage à poursuivre l’exécution du présent marché avec la collectivité.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

**Par dérogation ou en complément de l’article 4.1 du CCAG Travaux**, les pièces conttractuelles prévalent dans l’ordre ci-après :

1-Le présent marché valant acte d’engagement et CCAP et ses éventuelles annexes, à l’exécution de celles qui seraient expréssément identifiées comme n’ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;

2-Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou le descriptif technique et ses éventuelles annexes et, s’il est nécessire, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;

3-A l’exeption de l’annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché, le CCTP ou descriptif technique prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celle-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document ;

4-Le programme d’exécution des travaux ;

5- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux publics. Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicalbles aux marchés publics de travaux approuvé par l’arrêté du 8 septembre 2009 (publié au JO du 1er octobre 2009) ;

6-Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu’il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalentes définis par le CCTP ;

7-Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

8-Les éléments de décomposition de l’offre financière du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché ;

9-Les éléments de décomposition de l’offre technique du titulaire ainsi que ceux qui seraient rendus contractuels lors de la mise au point du marché ;

10-Plans suivants non annexés au CCTP ou descriptif technique :

**Cession de créance – Nantissement – Pièces à délivrer au titulaire : Par dérogation à l’article 4.2 du CCAG Travaux,** le pouvoir adjudicateur ne délivrera pas d’exemplaire unique ou de certificat de cessibilité.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Montant de l’offre

L’offre est constituée par le bordereau de prix unitaire ci-annexé.

Le montant du marché tel qu’il résulte du détail évaluatif (aaplication du bordereau des prix unitaires) est de :

Montant € HT : ……………………………………………………………………………………………………………….

Montant HT € (en lettres) : …………………………………………………………………………………………………

TVA au taux de …………….. % Montant en € …………………………………………………………………………

Montant € TTC ………………………………………………………………………………………………………………..

Montant € TTC (en lettres) ………………………………………………………………………………………………….

En cas de groupement conjoint d’entreprises, la décomposition des prestations et paiements par cotraitant est précisée ci-dessous.

Montant de l’option : Revêtement de Facades

Montant € HT : ……………………………………………………………………………………………………………….

Montant HT € (en lettres) : …………………………………………………………………………………………………

TVA au taux de …………….. % Montant en € …………………………………………………………………………

Montant € TTC ………………………………………………………………………………………………………………..

Montant € TTC (en lettres) ………………………………………………………………………………………………….

**Décomposition du prix par cotriatant en cas de groupement conjoint :** En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Désignations des cotraitants** | **Montant HT** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | **Total** |  |

**Versement de la rémunération du mandataire du groupement**: La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

4.2 Contenu et nature des prix

**Contenu des prix**

Les prix du marcé sont **hors TVA.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétionsnormalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s’exécutent les travaux telles que visées à l’article 10.1 du CCAG. Notamment, ils prennet en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître de l’ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d’un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l’article 10.1.2 du CCAG.

Dans le cadre d’un marché alloti, l’article 10.0.3 ci-dessous réparti ces dépenes communes entre les différents lots.

**En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépensesrésultant de l’exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bééficie ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d’éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

**En cas de sous-traitance** les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitantants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

**Nature du prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l’objet du marché seront réglés suivant la nature du marché :

* par des prix forfaitaires dont le libellé est detaillé à l’état des prix forfaitaires,
* par application d’un prix global et forfaitaire,
* par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires,

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l’entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d’ œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l’état des prix forfaitaires désignés par le maître d’œuvre conformément aux dispositions de l’article 10.3.4 du CCAG travaux.

En tant qu’accessoire à l’exécution des travaux, le montant de la prime versée dans ce cadre sera défini HT et subira le taux de TVA applicable au marché.

4.3 Augmentation du montant des travaux

**Par dérogation à l’article 15.4.3 du CCAG travaux,** losque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l’ouvrage.

ARTICLE 5 – VARIATION DES PRIX

5.1 Forme du prix

La présente offre est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois de Juin 2018 (mois m0).

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Si un délai supérieur à trois mois s’est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l’offre et la date de début d’exécution des prestations fixée par l’ordre de service de démarrage du délai d’exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

En cas de marchés allotis, l’actualisation sera réalisée pour chaque lot selon la date de d émarrage du délai d’exécution des travaux de chacun des lots.

I (m – 3) P = Po x -------------

Io

Io est l’index de référence défini ci-dessous de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l’offre. Im – 3 est l’index de référence défini ci-dessous de la date de début d’exécution des prestations, moins 3 mois. Le coefficient d’actualisation sera arrondi au millième supérieur. Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

Pour chaque tranche, une actualisation est opérée aux conditions économiques observées à une date antérieure de 3 mois avant le début d’exécution des prestations de la tranche, selon la formule visée ci-dessus.

5.2 Index de variation

L’index national I de référence choisi pour l’application de la clause de variation des prix des travaux est :

Lot n°03 : DESAMIANTAGE : **BT01**

Lot n°05 : DEMOLITION GROS ŒUVRE : **BT03 – BT06 – BT52**

Lot n°10 : MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM – PVC : **BT19B - BT51**

Lot n°12 : PLATRERIE – PEINTURE : **BT46**

Lot n°14 : PLOMBERIE –: **BT38**

Lot n°16 : ELECTRICITE : **BT47**

Lot n°18 : CARRELAGE – FAIENCES : **BT09**

Lot n°20 : REVETEMENT DE FACADES : **BT52**

5.3 Actualisation provisoire

Lorsqu’une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l’actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l’index correspondant.

ARTICLE 6 - SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et à celles du décret du 25 mars 2016, les conditions de l’exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l’article 3.6 du CCAG Travaux.

**En cas de sous-traitance directe**, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le cadre d’acte spécial de sous-traitance annexé ci-après, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d’acte spécial. En cours d’exécution du marché, le titulaire produira également une attestation aou main-levée du bénéficiaire d’une cession ou nantissement de créances lorsque l’une ou l’autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l’article 3.6 du CCAG travaux, le maître d’ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l’exemplaire de l’acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s’engage à faire connaître au maître de l’ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d’œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l’exécutiondes prestations sous-traitées.

**En cas de sous-traitance indirecte**, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l’acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptationd’une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d’avoir obtenu du maître de l’ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l’acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l’ouvrage empêche l’exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervnir sur un chantier que sous réserve, d’une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d’autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l’article L.4532-9 du Code du travail.

Le titulaire : 🞎 n’envisage pas de sous-traiter l’exécution de certaines prestations.

🞎 envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que le titulaire, mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

Le titulaire annexe au présent acte d'engagement les actes spéciaux de chacun des sous-traitants (cf. modèle ci-joint). Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée acceptée par la notification du contrat et qui prendra effet à la date de notification.

🞏 ***Cas d’une entreprise unique :***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nature de la prestation (\*)** | **Sous-traitant devant exécuter la prestation** | **Montant de la prestation HT** |
|  |  |  |
|  | **TOTAL =** |  |

*(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches*

🞏 ***Cas d’un groupement :***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Entreprise donneur d’ordre et prestation intéressée** | **Nature de la prestation sous-traitée (\*)** | **Sous-traitant devant exécuter la prestation** | **Montant de la prestation HT** |
|  |  |  |  |
|  |  | **TOTAL =** |  |

*(\*) avec indication de la tranche concernée en cas de marché à tranches*

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE – DELAI d’EXECUTION – PENALITES DE RETARD

7.1 Durée du marché

La durée de préparation du chantier est de **3 Semaines** et la durée d’exécution du marché est fixé à **4 mois** à compter de la date fixée par l’OS précisant la date de démarrage de la période de préparation.

Le délai d’écution des travaux incombant au titulaire du présent marché est fixé, au sein du délai global d’exécution, dans le calendrier prévisionnel d’exécution annexé au présent acte d’engagement, qui précise les dates d’intervention relatives à chacun des lots. Le maître de l’ouvrage délivrera pour chaque marché, un ordre de service de démarrage de l’exécution des travaux.

Conformément à l’article 19.1.4 du CCAG travaux, le délai d’exécution des travaux incomabnt au titulaire du présent marché est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l’article 28.2 du CCAG et à l’article 10.0 du présent marché.

Les délais d’exécution ~~de chacune des tranches~~ sont fixés à **4 mois** à compter de la notification du marché ou de la date fixée das l’OS de démarrage comme indiqué ci-dessus.

~~Les délais d’exécution des tranches optionnelles partent à compter de la date fixée soit par la décision d’affermissement de chacune des tranches qui sera notifiée au titulaire, soit par l’ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche considérée.~~

~~Délais limites d’affermissement des tranches optionnelles à compter de l’origine du délai contractuel de la tranche ferme ou date limite d’affermissement : 3 ans.~~

~~Si la décision du maître de l’ouvrage d’affermir la tranche ou de renoncer à l’exécution de la tranche optionnelle ne lui est pas notifiée dans ce délai, ou le cas échéant postérieurement à ce délai, le titulaire peut mettre en demeure le maître de l’ouvrage de décider d’affermir ou non la tranche optionnelle. En l’absence d’une décision du maître de l’ouvrage notifiée au titulaire dans un délai de 15 jours de la réception de la notification de la demande, les parties sont déliées de toute obligation pour cette tranche sans préjudice de l’application des indemnités d’attente ou de dédit dans les conditions définies au présent marché le cas échéant.~~

~~Le cas échéant, dans ce délai, le maître de l’ouvrage pourra proposer au titulaire le report de la date limite d’affermissement. Si le titulaire es est d’accord, un avenantfixera les modalités de ce report (nouveau délai d’affermissement, indemnisation éventuelle, nouvelle indemnisation d’attente ou de dédit, modifications affectant le cas échéant la durée d’exécution globale du marché).~~

~~En tout état de cause, à l’expiration du délai d’exécution global du marché, éventuellement prolongé, le pouvoir adjudicateur sera considéré comme ayant renoncé à l’exécution des tranches optionnelles non encore affermies.~~

7.2 Prolongation des délais d’exécution

En vue de l’application éventuelle du **premier alinéa de l’article 19.2.3** du CCAG, le nombre de journées d’intempéries réputées prévisibles est fixé **à 5 Jours ouvrés**.

En vue de l’application éventuelle du troisième alinéa de l’article 19.2.3 du CCAG, les délais d’exécution des travaux seront prolongés d’un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera l’intensité limite figurant au tableau ci-dessous :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nature du phénomène** | **Intensité limite** | **Durée du phénomène** | **Organisme ou documents de référence** |
| **Gel** | **Blocage de chantier constaté par MOE** | **3 jours** | **Météo France locale** |
| **Pluie, vent** | **2 jours** |

Pour autant qu’il y ait eu entrave à l’exécution des travaux dûment constatée par le maître d’œuvre.

**Par dérogation au troisième alinéa de l’article 19.2.3 du CCAG**, les prolongations de délais ne s’appliquront qu’après consommation du nombre de journées d’intempéries prévisibles définies ci-dessus en application du premier alinéa **de l’article 19.2.3** du CCAG.

7.3 Reconduction

Le marché ne sera pas reconduit.

7.4 Pénalités pour retard

Les stipulations de l’article 20 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

**Par dérogation à l’article 20.4 du CCAG travaux**, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d’attester de leur date de réception par le maître d’ouvrage.

Par déragation à l’article 20.1 du CCAG travaux, l’entrepreneur subira en cas de retard dans l’exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivanes à retenir sue le montant des acomptes mensuels :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Pour chacun des 4 premiers jours de retard** | **Pour chaque jour de retard ultérieur** |
| Ensemble des travaux du marché | 250.00 € | 500.00 € |

*Ces dispositions s’appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d’exécution. Toutefois, la maître d’ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.*

En complément de l’article 20 du CCAG, **en cas d’absence aux réunions de chantier**, le maître d’ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par absence de : **150.00 €**

En cas de retard dans la transmission de l’attestation d’assurance telle que prévue à l’article 15.1.1 ci-dessous, le maître de l’ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à : **150.00 € par jour de retard**

ARTICLE 8 – PROVENANCE, QUALITE, contrôle ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L’ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahier des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes européennes reconnues s’appliquent au marché.

8.1 Provenance des matériaux et produit

Le CCTP ou descriptif technique fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n’est pas laissé à l’entrepreneur ou n’est pas déjà fixé par le CCTG ou déroge aux dispositions dudit CCTG.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d’œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

8.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

* Le CCTP ou descriptif technique définit les compléments à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG. Le CCTP ou descriptif technique ne déroge pas aux dispositions du CCAG.
* Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agrée par le maître de l’ouvrage, à la charge du titulaire.

Le CCTP ou descriptif technique précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l’objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l’entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

* Les vérifications, surveillance sont réalisées par le maître d’œuvre.

Le maître douvrage ou son représentant sur proposition du maître d’œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s‘ils sont effectués par l’entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs,

- s’ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l’ouvrage.

ARTICLE 9 – IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS

9.1 Piquetage général

Le titulaire sera tenu de procéder lui-même et sous sa responsabilité, en présence du maître d’œuvre, au piquetage général des ouvrages. Il devra, pour toutes ces opérations et pour toutes les vérifications que désirerait exécuter le maître d’œuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié correspondant. Les travaux de piquetage sont payés par le maître d’ouvrage sur la base du prix figurant au bordereau de prix unitaires joint en annexe de l’acte d’engagement.

9.2 Travaux à proximité des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

**Obligations générales du titulaire**

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d’ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le titulaire, ou chacun des cotraitants en cas de groupement d’entreprises, veille au respect de l’ensemble des dispositions législatives et réglementaires relatives à l’exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, résultant des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l’Environnement. Ces dispositions s’appliquent, lorsqu’elles leurs sont contraires , **par dérogation aux articles 27.3 et 31.9 du CCAG travaux.**

Son offre technique et financière prend en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le marché.

Pour l’application de ces dispositions le responsable du projet est identifié à l’article 1.2 ci-dessus.

Notamment, **par dérogation à l’article 31.9 du CCAG Travaux**, dès la notification du marché et avant l’exécution des travaux, le titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du **guichet unique** ([www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr)) afin d’obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d’adresser à chacun de ces exploitants une **déclaration d’intention de commencement de travaux (DICT)** conformément au modèle prescrit.

Les techniques que le titulaire prévoit d’appliquer à proximité des ouvages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dansgers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l’environnement.

Pour toute intervention à proximité des réseaux, le titulaire respecte les prescriptions édictés par le guide technique disponible sur le site [www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr), ainsi que, le cas échéant, les informations spécifiques sur les précautions particulières à prendre jointes par les exploitants aux récépissés des déclarations DT et DICT ou complétées dans le CCTP.

Le titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexatitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations catographiques reçues.

Le titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l’exécution des travaux. Il s’assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Dès lors que la durée d’exécution du marché excède 6 mois, ou excède la durée définie dans la DICT, le titulaire sera tenu d’effectuer une nouvelle DICT, au-delà de ce délai auprès des exploitants d’ouvrages sensibles pour la sécurité, à moins que des réunions périodiques aient été planifiées dès le démarrage du chantier avec l’exploitant.

Le titulaire veille également au respect par ses sous-triatants de leurs obligations relatives aux déclarations d’intention de commencement de travaux. Il leur communique l’ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

**Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, subaquatiques ou aériens tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter et dont le titulaire a reçu du responsable de projet toutes informations nécessaires sur leur nature et leur position, sera effectué par le titulaire sous la responsabilité du responsable de projet, dans les mêmes conditions qu’au 9.1 ci-dessus.

Il maintient le marquage/piquetage en bon état.

**Evolutions éventuelles des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens entre la préparation du projet par le maître d’ouvrage et l’exécution des travaux**

Dans le cas où l’exécutant des travaux découvre de nouveaux ouvrages, des modifications ou extensions d’ouvrages :

* Il doit en informer par écrit le responsable du projet sans délai
* Si les ouvrages découverts sont susceptibles d’être sensibles pour la sécurité, ou en cas de différence notable, entre l’état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l’exécudent des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes liées au risque d’endommagement d’un ouvrage sensible pour la sécurité, l’exécutant des travaux arrête le chantier.
* En cas de carence de l’exécutant des travaux, le responsable du projet délivre un ordre d’arrêt des travaux,
* Il appartient au responsable du projet de décider par écrit des mesures à prendre et de la reprise des travaux lorsque les conditions de sécurité seront à nouveau réunies.
* Un constat contradictoire doit être établi, conformément au modèle réglementaire, sans délai entre l’exécutant des travaux et le responsable du projet. Le constat contradictoire précise :
* Les précautions éventuelles à prendre pour la sécurité,
* Les modifications qui doivent être, le cas échéant, apportées au projet,
* L’ensemble des dispositions techniques à prendre pour permettre la poursuite des travaux (précautions pour la sécurité, précautions techniques, investigations complémentaires)
* Les conséquences sur les délais,
* L’arrêt ou la reprise des travaux,
* Les conséquences financières de la découverte : constat de la présence de clauses contractuelles permettant l’indemnisation des précautions et des techniques à mettre en œuvre, de l’arrêt de chantier et des délais supplémentaires ou nécessité d’un avenant définissant les conditions de prise en charge.
* Le CCTP définit le cas échéant les actions complémentaires à mettre en œuvre pour identifier les réseaux et en fixer la localisation ou si celle-ci s’avère impossible, pour réaliser les travaux avec toutes les précautions nécessaires
* Toutes les actions complémentaires et investigations complémentaires nécessaires à la réalisation des travaux sont prises en charge par le maître de l’ouvrage conformément au bordereau de prix annexé le cas échéant à l’acte d’engagement ou dans le cadre d’un avenant.
* Le titulaire sera indemnisé de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l’évolution des réseaux sur présentation de l’ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts pour :
* la mise en œuvre des précautions particulières
* la mise en œuvre des techniques particulières
* les conséquences du sursis à l’exécution des travaux ou de l’arrêt des travaux
* les conséquences des dépassements de délais

Si la découverte des réseaux remet en cause le projet, dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, elle emporte résiliation du marché pour motif d’intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l’article 46.4 du CCAG Travaux.

**Dispositions applicables en cas de retard dans l’engagement des travaux imputables au défaut de réponse d’un exploitant d’un réseau sensible pour la sécurité**

Ainsi qu’il est dit à l’article 9.2.1 ci-dessus, l’exécutant des travaux doit, dès la notification du marché et avant l’exécution des travaux , consulter le guichet unique afin d’obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d’intention de commencement de travaux (DICT).

Les travaux ne peuvent pas débuter à proximité d’un réseau sensible pour la sécurité tant que l’exécutant des travaux n’a pas reçuun récépissé de DICT de l’exploitant de ce réseau sensible. En l’absence de récépissé dans les 7 jours de la DICT (9 jours en cas de DICT non dématérialisée), l’exécutant des travaux doit relancer sans délai l’exploitant concerné par lettre recommandée avec accusé de réception ou par tout moyen apportant des garanties de preuve équivanlente.

En cas de retard dans l’engagement des travaux dû à l’absence de réponse d’un exploitant dans les deux jours de la relance, l’exécutant des travaux doit alerter le responsable du projet pour qu’il décale ou fasse décaler d’autant la date de démarrage des travaux. Un constat contradictoire est établi entre le responsable de projet et l’exécutant pour confirmer l’arrêt ou la suspension du projet et ses conséquences financières.

L’exécutant des travaux ne subira aucun préjudice du fait de ce retard et sera indemnisé de son préjudice éventuel par le maître d’ouvrage sur présentation de l’ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts subis du fait du retard dans l’engagement des travaux.

**Dispositions particulières en cas d’incertitude sur la localisation des réseaux souterrains**

**Il n’existe pas d’incertitude sur la localisation des réseaux souterrains, tous le ouvrages sont identifiés en classe A.**

**Le responsable du projet, après avoir procédé à la déclaration de projet de travaux (DT), n’a pas procédé, en application des dispositions de l’article R 554-23 III du Code de l’Environnement, aux investigations complémentaires relatives à l’incertitude de localisation des réseaux souterrains rangés dans la classe de précision B.**

Dans les zones d’incertitude, l’exécutant des travaux devra appliquer les précautions techniques particulières adaptées nécessaires à l’intervention à proximité des ouvrages ou tronçons d’ouvrages dont l’incertitude de localisation est trop élevée mais inférieure à 1,5 mètre, définies par le CCTP et à défaut par le guide technique relatif à l’exécution de travaux à proximité des réseaux visé par l’article R.554-29 du Code de l’Environnement.

La rémunération des travaux sera différenciée entre les zones d’incertitude et celles de parfaite connaissance de la localisation des réseaux que le réseau soit sensible ou non. Les principes de répartition des actes en plusieurs catégories donnant lieu à tarification différenciée sont fixés par une norme obligatoire reconnue par l’Etat, la Norme AFNOR NF S 70.003-1.

Si la localisation réelle des réseaux remet en cause le projet dans des proportions ne permettant pas la poursuite du présent marché, sans préjudice de l’indemnisation éventuelle de l’exécutant des travaux en application de l’article 9.2.3 ci-dessus, elle emportera résiliation du marché pour motif d’intérêt général et indemnisation du titulaire dans les conditions fixées à l’article 46.4 du CCAG Travaux.

**Arrêt de chantier dû à la découverte d’un ouvrage non identifié ou d’une incertitude de localisation ou dû à l’endommagement des ouvrages**

L’exécutant des travaux doit arrêter les travaux, à l’exception des travaux d’investigations complémentaires qui lui auraient été confiés, dans tous les cas suivants :

* découverte fortuite d’un réseau susceptible d’être sensible pour la sécurité
* en cas d’écart notable entre les informations relatives au positionnement des réseaux communiqués avant le chantier par l’exploitant ou le responsable du projet et la situation constatée au cours du chantier susceptible d’entraîner un risque pour les personnes liées au risque d’endommangement d’un ouvrage sensible pour la sécurité ;
* découverte ou endommagement accidentel d’un branchement non localisé et non doté d’affleurant visible depuis le domaine public ou d’un tronçon d’ouvrage, sensible ou non sensible pour la sécurité, dont la position exacte s’écarterait des données de localisation qui ont été fournies au titulaire par l’exploitant de plus de 1,5 mètre, ou d’une distance supérieure à l’incertitude maximale liée à la classe de précision indiquée par ce dernier.

Il doit en informer sans délai par écrit le responsable du projet ainsi que le maître d’œuvre s’il n’est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l’exécutant des travaux est un sous-traitant.

Un Constat contradictoire doit être établi sans délai entre l’exécutant des travaux et le responsable du projet pour confirmer les difficultés rencontrées et prescrire le cas échéant l’arrêt éventuel du chantier ainsi que les conséquences techniques et financières qui en résultent. Le maître d’œuvre, s’il n’est pas le responsable du projet et le titulaire du marché, si l’exécutant des travaux est un sous-traitant, sont convoqués aux opérations de constat.

L’arrêt de chantier est un cas d’ajournement des prestations selon les dispositions de l’article 49 du CCAG Travaux..

L’exécutant des travaux ne subira aucun préjudice en cas d’arrêt de chantier faisant suite à l’une des circonstances identifiées ci-dessus et sera indemnisé par le maître d’ouvrage de la totalité de son préjudice éventuel subi du fait de l’arrêt du chantier sur présentation de l’ensemble des justificatifs des frais engagés ou surcoûts notamment pour :

* la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la garde du chantier pendant l’arrêt de celui-ci
* la mise en œuvre de précautions particulières nécessaires pour assurer la sécurité pendant l’arrêt du chantier
* les conséquences des dépassements de délais

L’exécutant des travaux ne peut reprendre l’exécution des travaux que sur ordre écrit du responsable du projet sur les mesures à prendre.

Dans le casd’endommangement d’un réseau sensible pour la sécurité, le titulaire doit :

* arrêter les engins de travaux
* alerter immédiatement les services de secours et l’exploitant concerné
* aménager une zone de sécurité
* accueillir les secours et se mettre à la disposition du commandant des opérations de secours

Dans le cas d’endommagement d’un réseau même superficiel, d’un déplacement accidentel de plus de 10 cm d’un réseau souterrain flexible, le titulaire doit prévenir l’exploitant dans les meilleurs délais. Un constat contradictoire doit être établi avec l’exploitant.

ARTICLE 10 – PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.0 Coordination des travaux – gestion des dépenses communes

Le calendrier détaillé d’exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d’exécution des travaux dans les conditions fixées à l’article 28.2.3 du CCAG travaux.

Le calendrier détaillé d’exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter r éduction du délai d’exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel au lieu et place du précédent et servira à l’application de l’article 7.1.

La notification d’un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s’il ya lieu, de l’application des pénalités de retard à l’encontre du (des) titulaire(s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d’une prolongation de délais par le maître d’ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d’exécution des travaux devra faire l’objet d’une mention expresse et l’ordre de service ou l’avenant, s’il y a lieu, devra en fixer l’importance.

**Coordination des travaux**

La coordiantion des travaux comprenant l’ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l’objetdu marché et de ceux faisant l’objet des autres marchés concourant à la réalisation de l’ouvrage sera assurée par le maître d’œuvre.

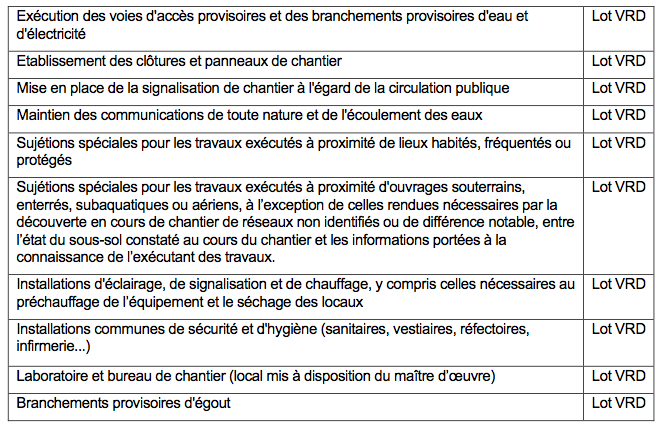
**Répartition des dépenses communes**

Les dépenes d’intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les CCTP et le présent marché et qui ne sont pas affectés comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu’il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu’elles détermineront, sans que le maître de l’ouvrage puisse intervenir dans le règlement des différents entre les entreprises.

***La répartition des dépenses suivantes est différente selon qu’il s’agit de dépenses d’investissement, d’entretien ou de consommation.***

*A-Dépenses d’investissement*

Les dépenses dont la nature est indiquée dans le tableau ci-après sont prises en charge par l’entrepreneur qui est chargé de l’exécution du **lot n°5 : Démolition-Gros oeuvre**. Elles sont rémunées par les prix du marché.



Chaque entreprise devra exécuter ou faire exécuter à ses frais les trous, scellement et raccords qui seront nécessaires à l’exécution des prestations faisant l’objet du lot qui lui est attribué.

*B-Dépenses d’entretien*

**Les dépenses d’entretien des installations indiquées ci-dessus en A sont réputées rémunérées par les prix du lot correspondant, étant précisé qu’incombent au lot « gros œuvre » :**

* les charges temporaires de voirie et de police
* les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

**Pour le nettoyage du chantier :**

* Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l’exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l’évacuation de ses propres déchets, dans les conditions fixées à l’article 10.5.2 ci-dessous.
* Chaque entreprise doit procéder à la protection de l’ouvrage ou des parties d’ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu’elle aura salies ou détériorées.
* L’entreprise de gros œuvre à la charge de **l’enlèvement** des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques, dans les conditions fixées à l’article 10.5.2 ci-dessous.

*C-Dépenses de consommation*

Font l’objet d’une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n’ont pas été individualisées et mises à la charge d’une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

* quittances d’eau, d’electricité, de téléphone et télécopie
* frais d’exploitation des ascenseurs de chantier
* chauffage des locaux du chantier et, s’il y a lieu, de l’ouvrage, objet du ou des marchés de travaux, y compris combustibles et/ou énergie nécessaire pour les essais ;
* frais de remise en état des réseaux d’eau, d’électricité et de téléphone détériorés, lorsqu’il y a impossibilité de connaître le responsable ;
* frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
  + l’auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
  + les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l’entrepreneur d’un lot déterminé ;
  + la responsabilité de l’auteur, insolvable, n’est pas couverte par un tiers.

L’entrepreneur titulaire du lot VRD procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnellement aux montants du décompte final du marcé de chaque intervenant, sauf accord spécifique entre eux.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes,l’action du maître d’œuvre sera limitée au rôle d’amiable compositeur qu’il pourra jouer dans le cas où les répartitions stipulées à l’alinéa qui précède conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d’émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Le maître d’ouvrage n’interviendra en aucun cas dans le règlement des différends entre intervenants.

10.1 Période de préparation – Programme d’exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de deux semaines, **par dérogation à l’article 28.1 du CCAG Travaux.** Sauf à ce que la notification vale ordre de démarrage des prestations, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s’effectue dans les conditions de l’article 28-2 du CCAG à la diligence respective du maître d’œuvre et de l’entrepreneur et de l’OPC s’il est différent du maître d’œuvre lorsque les travaux sont allotis.

L’entrepreneur devra dresser un programme d’exécution des travaux conformément à l’article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d’exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d’hygiène, ainsi que les dispositions uriles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l’article 28.4 du CCAG.

Le titulaire est tenu d’établir un plan d’assurance qualité du chantier conformément aux dispositions de l’article 28.2.1 du CCAG. Pour cela, il devra respecter le cadre de plan d’assurance qualité annexé au CCTP ou descriptif technique.

Par dérogation à l’article 28.2.2 du CCAG travaux, l’ensemble des éléments du programme d’exécution des travaux est soumis pour visa du maître d’œuvre dans le mois qui suit la dte de démarrage de la période de préparation ou, en l’absence d’une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché.

L’absence de remise des plans d’hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. Par dérogation au dernier alinéa de l’article 28.2.2 du CCAG travaux, l’attente du visa après notification du programme au maître d’œuvre ne fait pas abstacle à l’exécution des travaux si l’ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Lorsque les travaux sont allotis, l’OPC élabore le calendrier détaillé d’exécution des travaux en concertation avec les titulaires des différents lots conformément aux dispositions de l’article 28.2.3 du CCAG travaux et de l’article 10.0 ci-dessus.

A l’issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l’exécution des travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d’exécution.

10.2 Plans d’exécution – Notes de calculs – Etudes de détail

Il est précisé que le maître d’œuvre est chargé des études d’exécution des ouvrages.

Si l’entrepreneur est chargé de l’établissement de tout ou partie des études d’exécution des ouvrages, ces documents seront soumis au visa du maître d’œuvre et au visa du contrôle technique, s’il y a lieu, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l’article 29 du CCAG.

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un sur support en permettant la reproduction.

Ils seront également sur support informatique (CD, DVD, autres).

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l’ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l’ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d’exécution à sa charge.

Il constate que les docuements qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d’exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffic=sant de ces documents.

10.3 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l’ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l’enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu’il emploie sur le chantier établi conformément à l’article 31.5 du CCAG travaux.

10.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantierrs

**Emplacement des installations de chantier**

Le CCTP ou descriptif technique définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l’entrepreneur, pour tout au partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d’œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l’entrepreneur.

Le titulaire s’engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

**Laboratoire et bureau de chantier**

L’entrepreneur aura la charge d’installer :

* un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP ou descriptif technique,
* un bureau avec téléphonepour le maître d’œuvre et le coordonnateur sécurité santé, cette construction devant être meublée, éclairée et chauffée. Le bureau doit disposer d’un fax, d’une ligne téléphonique ainsi que d’une salle de réunion suffisante pour que chacun exerce sa mission dans de bonnes conditions.

**Emplacements gratuits pour dépôts provisoires de délais ou de terre végétale**

Le cas échéant, le CCTP ou descriptif technique définit les emplacements qui seront mis gratuitement à la disposition de l’entrepreneur, pour les dépôts provisoires ou définitifs de tout ou partie des déblais et/ou des terres végétales.

**Mesures particulières concernant la sécurité et la santé**

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s’engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d’œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l’article 6.1 du CCAG Travaux. Le tituliare ou chaque cotraitant s’engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d’exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

Les parties s’engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L4211-1 et L4531-1 à 3 et L4532-1 à 18 et R4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

A ce titre il est précisé : Le chantier est soumis à la mise en place d’un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le chantier est soumis à un pla particulier de sécurité et de protection de la santé. Le chantier est soumis à un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS). Le Plan particulier de sécurité et de santé devra être transmis par l’entreprise au coordonnateur dans les conditions prévues aux articles R4532-56 à 76 du code du travail dans un délai de 30 jours après la notificationdu marché.

**Registre de chantier**

Il sera tenu par le maître d’œuvre un regisre de chantier conformément à l’ article 28.5 du CCAG travaux.

Le titulaire ou chacun des membres, en cas de groupement, signera les nouveaux éléments du registre de chantier lors de chaque réunion de chantier .

10.5 Dispositions en matière de protection de l’environnement

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s’engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l’environnement dans les conditions définies à l’article 7 du CCAG Travaux . Le titulaire ou chaque cotraitant s’engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d’exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur

10.6 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l’article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas q’un obstacle à ce qu’un recours puisse être exercé à l’encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d’ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 11 – AVANCE

Il n’est pa prévu le versement d’une avance.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l’article 13 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l’avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaires ou selon les quantités estimées ou réellement exécutées pour les marchés à prix unitaires. Le solde sera réglé à l’achèvement de l’ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

12.1 Demandes de paiement

**Demande de paiement d’acomptes**

Les acomptes mensuels seront présentés conformément **au modèle agrée par le maître d’ouvrage.**

**Par dérogation à l’article 13.2.2 du CCAG travaux**, l’état d’acompte sera notifié au titulaire par le maître de l’ouvrage (au plus tard lors du règlement de l’acompte si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié).

**Demande de paiement finale**

**Par dérogation à l’article 13.3.2 du CCAG travaux**, le titulaire transmet au maître d’œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

* date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l’article 13.3.2 du CCAG,
* date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 15 ci-dessous,
* date d’application de la retenue définitive dans les conditions définies à l’article 15 ci-dessous,
* dans le cas d’un marché à tranches, lorsque des tranches n’ont pas été affermies, selon les dispositions l’expiration de chacune des dates limites d’affermissement des tranches ne déliant pas les parties de leurs obligations pour ces tranches : date d’expiration du délai d’exécution global du marché, éventuellement prolongé.

Les dispositions **de l’article 13.3 du CCAG** travaux marchés publics s’appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, **par dérogation aux articles 13.3 et 42 du CCAG**, il sera appliqué les dispositions suivantes : L’entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 30 jours à compter du terme correspondant à l’expiration du dernier délai de garantie. (Engazonnements ou végétaux).

**Par dérogation à l’article 13.4.4 du CCAG travaux** :

* Le pouvoir adjudicateur disposera d’un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
* Lorsque le titulaire notifie au représentant du pouvoir adjudicateur, avec copie au maître d’œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire aplplication des dispositions de l’article 13.4.4 du CCAG et qu’en l’absence de notification du décompte général par le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 30 jours de la réception des docuements, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.
* A défaut de cette indication, en l’absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

**Dans le cas d’une réception avec réserves : Par dérogation à l’article 13.4.2 du CCAG Travaux,** lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l’établissement du décompte général, le représentant du pouvoir adjudicateur ne signe le projet de décompte général qu’après la levée de la dernière des réserves. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n’interviendra qu’après règlement définitif du nouveau marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des dates ci-après :

* 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves
* 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau marché

12.2 Délais de paiement

**Le délai de règlement des acomptes** est de : 30 jours, à compter de la réception de la demande d’acompte par le maître d’œuvre.

**Le délai maximum de paiement du solde** est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d’ouvrage.

12.3 Paiements des cotriatants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu’il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L’acceptation d’un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les réglements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l’information par le maître d’ouvrage, dans les conditions prévues par l’article 136 du décret du 25 mars 2016, de l’acceptation par l’entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par l’article 8 de la loi du 31 décembre 1975.

En complément de l’article 13.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement du sous-traitant sera effectué sur la base de la demande de paiement adressée, par le sous-traitant au pouvoir adjudicateur et libellée en son nom, ou de l’acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant par le titulaire, dans les conditions visées à l’article 136 du décret. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

12.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l’expiration dudit délai jusqu’au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

**IM = M x J/365 x Taux IM**

M = montant de l’acompte en TTC J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement 365 = nombre de jours calendaires de l’année civile

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013.

12.5 Mode de règlement

❒ ***Cas d’un titulaire unique***

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché par virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

|  |
| --- |
| DESIGNATION DU TITULAIRE |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |

❒ ***Cas d’un groupement sans répartition des paiements***

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

❒ virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB).

❒ virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

|  |
| --- |
| DESIGNATION DU MANDATAIRE |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |

❒ ***Cas d’un groupement solidaire avec répartition des paiements***

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessous par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

|  |  |
| --- | --- |
| DESIGNATION DU COTRAITANT | PRESTATIONS CONCERNEES  PRIX TTC / Tranches |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |  |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |  |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |  |

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5% sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux.

13.1 Remplacement de la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire

Conformément à la loi n° 71-584 du 16 juillet 1971 tendant à réglementer les retenues de garantie en matière de marchés de travaux définis par l’article 1779-3° du code civil, le titulaire peut fournir une caution personnelle et solidaire remplaçant l’application de la retenue de garantie.

Le montant de la caution personnelle et solidaire ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu’elle remplace. Son objet est identique à celui de la retenue de garantie qu’elle remplace.

Dans l’hypothèse où la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la retenue de garantie correspondant à l’acompte est prélevée.

Le titulaire à la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette caution personnelle et solidaire doit être constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont alors reversés au titulaire.

13.2 Restitution de la retenue de garantie et libération de la caution

La retenue de garantie sera restituée ou la caution libérée dans les 30 jours qui suivent l’expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire du contrat et n’ont pas été levées avnt la date d’expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée ou les personnes ayant délivré leur caution ne seront libérées que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

ARTICLE 14 – RECEPTION – DELAI de GARANTIE - ADMISSION

14.1 Réception

La réception est l’acte par lequel le maître d’ouvrage accepte avec ou sans réserves, l’ouvrage exécuté dans les conditions définis aux articles 41 et suivants du CCAG.

* En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa proprre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l’article 42 du CCAG travaux.
* En cas de réalisation d’espaces verts, il sera prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l’article 14.2 ci-dessous.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d’effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d’ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu’à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

**Par dérogation à l’article 42.2 du CCAG travaux**, la prise de possession par le maître de l’ouvrage, avant l’achèvement de l’ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d’ouvrage doit être précédée d’une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifiées par ordre de service.

Dans le cas de marchés par lots séparés, la date de réception sera unique pour tous les lots, et prendra effet à la fin de l’ensemble des travaux relatifs à la réalisation de l’ouvrage, sauf identification d’une partie d’ouvrage constitutive d’un lot qui ferait l’objet d’une réception partielle comme indiqué ci-dessus. Cependant, un constat d’achèvement des travaux pourra être établi lorsqu’un entrepreneur en fera la demande.

14.2 Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l’article 44.1 du CCAG ne fait l’objet d’aucune stipulation particulière.

**Garantie particulière des espaces verts** En matière d’espaces verts :

* Les sujets végétaux et gazons feront l’objet de travaux de parachèvement jusqu’à leur réception. Cette réception sera constatée au plus tôt pour les gazons à la deuxième tonte suivant l’ensemencement et pour les végétaux au plus tard le 15 octobre suivant la période de plantation. La réception est prononcée à l’issue de ces travaux lorsque les exigences de réussite fixées au fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux sont atteintes (CCTG relatif aux travaux neufs et d’entretien des aménagements paysagers, des aires de sport et de loisirs de plein ait). Cette date constitue le début du délai de garantie de parfait achèvement du marché ou du lot concerné.
* Le délai de garantie est de un an à compter des dates de réception correspondantes (gazons et plantations). Durant cette période l’entrepreneur réalise les travaux de confortement nécessaires au bon développement des plantations et ensemencements figurant au marché. Le coût et la nature de ces prestations devront apparaître de manière explicite et séparée dans les documents contractuels (y compris les modalités de règlement).

ARTICLE 15 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION : DELAIS, RETENUES ET MODALITES DE PRESENTATION

15.1 Documents à fournir après exécution

Le titulaire remet au maître d’œuvre, ou au maître de l’ouvrage en l’absence de maître d’œuvre, dans le délai défini ci-dessous les éléments constitutuifs du DOE et le séléments nécessaires à l’établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

* Les plans d’nesemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
* Les notices de fonctionnement et d’entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d’équipements mis en œuvre établis ou collectés par l’entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
* Les constats d’évacuation des déchets.

**Par dérogation à l’article 40 du CCAG travaux**, l’ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d’œuvre, ou au maître de l’ouvrage en l’absence de maître d’œuvre, au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d’œuvre ou le maître de l’ouvrage en l’absence de maître d’œuvre.

L’ensemble des documents à remettre par l’entrepreneur au maître d’œuvre, dans le délai fixé ci-dessus seront présentés dans les formes prévues à l’article 40 du CCAG.

Les notices de fonctionnement et d’entretien, en langue française, ainsi que le dossier d’interventions ultérieures sur l’ouvrage, seront fournis au format papier et .pdf

Les plans et autres documents conformes à l’exécution seront fournis au format papier et .pdf

Ces documents seront fournis en trois exemplaires, dont un reproductible.

Un exemplaire des documents nécessaires à l’établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

15.2 Retenues pour non remise des docuements fournis après exécution

En cas de non remise, à la date des opérations préalables à la réception, des documents à fournir après exécution visés ci-dessou, une retenue forfaitaire provisoire sera opérée d’un montant de **500 € (cinq cents euros).**

Cette retenue s’effectuera sur les sommes dues à l’entrepreneur dans les conditions stipulées à l’article 20-5 du CCAG et au présent article jusqu’à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s’il ya lieu, **par dérogation à l’article 20.5**, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l’application de cette retenue, le maître d’ouvrage pourra l’effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas founis, cette retenue provisoire deviendra définitive après mise en demeure préalable restée sans effet. Elle suivra le régime fiscal des pénalités.

ARTICLE 16 – ASSURANCES

16.1 Assurance de responsabilités

En cas de retard dans la transmission des attestations d’assurances, il sera fait application d’une pénalité de retard dans les conditions définies à l’article 7.4.3 ci-dessus.

**Assurance de responsabilité civile professionnelle**

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier au moyen d’une attestation portant mention de l’étendue de la garantie qu’il est titulaire d’un contrat garantissant l’intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d’ouvrage ou à son représentant du fait ou à l’occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Dans le cas où cette justification n’aurait pas été produite avant la signature du marché sur demande du maître de l’ouvrage, le titulaire devra produire celle-ci dans un délai de 15 jours de la demande du maître de l’ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire devra produire cette attestation en cours d’exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

Le maître de l’ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d’assurance.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

**A - RC en cours de travaux Entreprises : Gros-œuvre** (montant de garantie par sinistre) – dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : **7.6 millions €** - immatériels purs ou non consécutifs : **3 millions €**

**Entreprises : Second-œuvre et lots techniques** (montant de garantie par sinistre) – dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs : **4.5 millions €** - immatériels purs ou non consécutifs : **1.5 millions €**

**B - RC après travaux** L’entrepreneur doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu’il est susceptible d’encourir vis-à-vis des tiers et du maître d’ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels**) survenant après les travaux**, et pour un montant **minimum de 3 millions € par année d’assurance**.

**C – Justificatif d’assurance** L’attestation d’assurance devra préciser, outre l’identité de la compagnie ou de la mutuelle d’assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

**Assurance de responsabilité civile décennale**

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l’obligation d’assurance, le titulaire, et s’il y a lieu ses cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d’une attestation établie sur papier en-tête de la compagnie (ou d’un agent général) et mentionnant les activités garanties, l’assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s’inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code Civil. L’attestation doit être produite, soit à la demande du maître de l’ouvrage avant signature du marché, soit dans un délai de 15 jours de la notification du marché et dans tous les cas avant le démarrage des travaux.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d’ouverture de chantier quelle que soit la date d’intervention de l’entrepreneur.

Le maître de l’ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d’assurance.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s’assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l’article 1792-3 du Code Civil.

16.2 Assurance des travaux

Assurance Tous Risques Chantier / Dommages-Ouvrage

Le maître d’ouvrage n’a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier – n’a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Si le maître d’ouvrage souscrit une police dommages-ouvrage, l’architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d’assurance.

Le paiement de la prime d’assurance sera fait directement par le maître d’ouvrage, sans aucune retenue à l’entrepreneur.

16.3 Dispositions diverses

Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s’interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d’ouvrage et en toute hypothèse **les surprimes** qui en résulteraient éventuellement pour le maître d’ouvrage au titre des polices qu’il souscrit **seeront intégralement répercutées sur le titulaire concerné** **et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.**

De même le titulaire **supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qulification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.**

Incidence des polices souscrites par le maître d’ouvrage

La souscription par le maître d’ouvrage de l’ensemble des polices mentionnées au 16.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s’il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d’ouvrage n’apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s’il ya lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d’ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n’entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l’attention du titulaire et s’il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d’assurance s’y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu’ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s’engagent en outre à répercuter l’ensemble de leurs obligations d’assurance à leurs sous-traitants.

Sinistres

En cas de sinistre en cours de chantier , le titulaire et s’il y a lieu ses cotraitants ne pourra s’opposer à l’accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l’article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

ARTICLE 17 – RESILIATION – MESURES COERCITIVES

Les dispositions des articles 45 à 48 du CCAG sont applicables au présent marché auxquelles s’ajoute la disposition suivante :

17.1 Résiliation pour motif d’intérêt général

Dans l’hypothèe d’une résiliation au titre de l’article 46.4 du CCAG travaux, sans préjudice de l’application des dispositions des alinéas 2 et 3 de l’article 46.4 du CCAG Travaux, l’indemnité de résiliation est fixée à 05 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

**Par dérogation à l’article 46.4 du CCAG,** dans le cas d’un marché à tranches, ne seront pris en compte que les montants de la tranche ferme et des tranches optionnelles affermies.

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 46.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

* Le titulaire n’a droit à aucune indemnisation.
* La résiliation pour absence de production des attestations d’assurances prévues à l’article 16.1 peut s’opérer sans mise en demeure préalable.
* **En complément à l’article 46.3 du CCAG travaux**, en cas de non production dans les 8 jours de l’acceptation d’une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, par dérogation à l’article 48.1 du CCAG Travaux, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
* En cas de non-respect, par le titulaire ou de l’un ou l’autre des cotraitants dans le cas d’un groupement d’entreprises, des obligations visées à l’article 18 du présent document relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d’un délai. A défaut d’indication du délai, et par **dérogation à l’article 48.1 du CCAG Travaux**, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations. En cas d’inexactitude des renseignements mentionnés aux articles 48 à 54 du décret du 25 mars 2016 fournis par le titulaire ou l’un ou l’autre des cotraitants dans le cas d’un groupement d’entreprises, lors de la consultation ou de l’exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera, résilié **sans mise en demeure à leur frais et risques**.

ARTICLE 18 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d’attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s’engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles 51 à 54 du décret du 25 mars 2016.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s’engage également à produire, tous les 6 mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Les attestations d’assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l’article 11.7 du CCAP.

Les docuements établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d’une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 19 – CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d’autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

17.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

Le titulaire unique pourra proposer au maître d’ouvrage la substitution d’un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

* Cessation d’activité
* Cession de contrat
* Décès
* Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d’empêcher la mise en œuvre des obligations conctractuelles
* Défaillance dans l’exécution des obligations contractuelles

Le maître d’ouvrage vériffiera que le remplaçant proposé ne relève pas d’un des cas d’interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l’issue de cet examen, le maître d’ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d’autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d’un groupement, cette mêmepossibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l’ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

* Dans le cadre d’un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
* Dans le cadre d’un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l’absence d’accord d’un des membres du groupement ou du maître d’ouvrage sur la substitution :

* Dans le cadre d’un groupement solidaire : la défaillance d’un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
* Dans le cadre d’un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

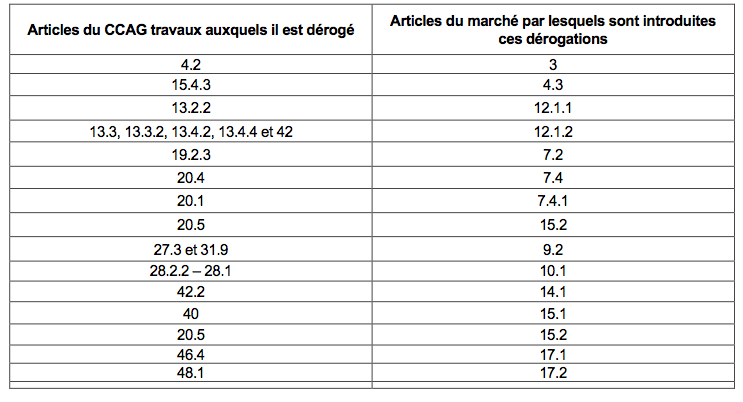
A défaut,

* Dans le cas du groupement solidaire ou du groupement conjoint sans mandataire solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l’acte d’engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
* Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le maître d’ouvrage se réserve la possibilité : soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs travaux après désignation d’un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l’acte d’engagement initial devient le nouveau mandataire du grouepement. De prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19.2 Remplacement du mandataire titulaire en cours d’exécution

Ces modalités de substitution s’appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l’exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

ARTICLE 20 – DEROGATION AU CCAG



Fait en ………………………. originaux (*En application de l’article 1375 du code civil , le contrat doit être établi en autant d’originaux que de parties)*

A …………………………………………………………. Le ……………………………………………………………..

Mention manuscrite

*« Lu et approuvé »*

*Signature(s) du (ou des)*

*Entrepreneur(s) ou du mandataire dûment habilité par un pouvoir (ci-joint) des cotraitants*

ARTICLE 21 – APPROBATION DU MARCHE

**La présente offre est acceptée.**

Montant € HT : ……………………………………………………………………………………………………………

Montant € HT (en lettres) : ……………………………………………………………………………………………...

TVA au taux de 20% Montant en €  : …………………………………………………………………………………

Montant € TTC : ………………………………………………………………………………………………………….

Montant € TTC (en lettres) : …………………………………………………………………………………………….

**Acceptation des sous-traitants**

Les sous-traitants proposés à l’article 6 ci-dessus sont acceptés comme ayant droit au paiement direct dans les conditions indiquées.

A …………………………………………………………. Le ……………………………………………………………..

Le pouvoir adjudicateur Signature :

**Liste des pièces en annexe :**

* **Le présent Acte d’engagement**
* **Le Règlement de consultation**
* **L’attestation de visite**
* **Le CCTP**
* **DQE / DPGF**
* **Les plans , DT**
* **Les plannings, phasages**
* **Les rapports amiante et plomb avant travaux, Note RT**
* **RICT**
* **Le modèle de mémoire technique pour les lots 3-5-10-12-14-16-18-20**

ANNEXE - ACTE SPECIAL

**Annexe à l'acte d'engagement en cas de sous-traitance valant demande d'acceptation d'un sous-traitant et de ses conditions de paiement**

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d’agrément de ses conditions de paiement en cours de marché.

**Pièces à joindre à l’acte spécial :**

* Déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics
* Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant
* Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant suivantes : Identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
* Les attestations d’assurances RCP du sous-traitant
* Les pièces des articles D 8222-5 ou D 8222-6 et 7 du code du travail. Ces documents ne seront à fournir par le sous-traitant qu’à l’attribution du marché si le sous-traitant est présenté au stade de l’offre.

**MAITRE DE L’OUVRAGE :**

- Organisme chargé des paiements :

**MARCHE :**

- Objet :

- Titulaire :

**PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :**

- Nature :

- Durée :

- Montant HT :

- Montant TVA comprise :

- TVA AUTO LIQUIDEE en application de la loi de finances 2014:

**SOUS-TRAITANT :**

- Nom, raison ou dénomination sociale :

- Entreprise individuelle ou forme juridique de la société :

* Immatriculée à l’INSEE :
  + Numéro SIRET :………………………………………….
  + Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………………..

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

- Adresse

- Compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte)

**CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE :**

**(A compléter impérativement)**

- Avances :

- Modalités de calcul et de versement des acomptes :

- Date (ou mois) d'établissement des prix :

- Modalités de variation des prix :

- Stipulations relatives aux pénalités, primes, réfactions et retenues diverses :

A…………………………………….……….., le………………………………………………..

Le titulaire du marché (entreprise unique ou cotraitant concerné)

En cas de groupement : visa du mandataire du groupement

....................................................................................................

A ……………………………………, le …………………………………………………

Le sous-traitant ………………………………………

A…………………………………………….., le………………………………………………..

Personne habilitée à représenter le maître d’ouvrage

Il est rappelé aux sous-traitants que s'ils souhaitent sous-traiter les prestations qui leurs ont été confiées, ils devront faire accepter et agréer leurs sous-traitants en produisant l'ensemble des informations portées sur cet acte spécial.

A défaut d'obtenir une délégation de paiement du maître de l'ouvrage, une caution devra être produite dans le délai de 8 jours de l'acceptation de leur sous-traitant. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect.

Par ailleurs, les sous-traitants, quel que soit leur rang, ne peuvent commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve, d’une part, de leur acceptation et de leur agrément et, d’autre part, que s'ils ont adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l’article L. 4532-9 du code du travail.